

## L'obsession de la sécurité

---

*Marie-Claude Slick a rencontré à Jérusalem les généraux Yeoshua Saguy, expert militaire du Likoud et Ouri Or, expert militaire du Parti travailliste, pour leur demander comment ils voyaient les principes fondamentaux de la sécurité d'Israël.*

Général Yeoshua Saguy :  
“Eloigner la menace qui pèse sur Israël”

**Pour le général Yeoshua Saguy, la menace qui pèse sur Israël vient des pays arabes et non des Palestiniens. Pour éloigner cette menace, il faut réduire les potentiels militaires... Toutefois, Israël doit conserver la suprématie dans le domaine de la technologie militaire.**

— *Quels sont les principes fondamentaux de la sécurité d'Israël?*

D'abord, il faut prendre en compte et voir les évidences. Malheureusement, le territoire d'Israël est long et très étroit. Les deux tiers de la population vivent sur le littoral, ce qui veut dire que trois millions de personnes se trouvent rassemblées sur une largeur d'environ trente kilomètres; et par ailleurs c'est toute l'infrastructure du pays qui est installé sur ce littoral.

La seule chaîne de montagnes que nous avons se situe en Judée-Samarie et la seule dépression naturelle susceptible de constituer un obstacle anti-tank est le long du Jourdain.

Dans cette configuration géographique, notre problème est de savoir comment assurer la sécurité du pays dans un environnement hostile.

Officiellement, nous sommes dans une situation de guerre depuis trente-trois ans. Nous avons un accord un accord de cessez-le-feu avec

la Syrie, la Jordanie et le Liban. Nous sommes en paix seulement avec l'Égypte. Dans de telles conditions, tous les jours à n'importe quel moment une attaque peut se produire. Or Israël n'a pas les moyens d'entretenir une armée régulière capable de contrer une attaque surprise. De l'autre côté de la frontière, les pays arabes ont en permanence des armées cinq à six fois plus nombreuses que la nôtre en temps normal. L'essentiel de notre défense nationale s'appuie sur les réservistes. Pour les rendre opérationnels il nous faut donc du temps.

D'autres aspects du problème sont très particuliers à Israël : le fait que le cœur de ce pays est constitué de descendants des survivants de l'Holocauste conduit à ce que nous sommes plus sensibles que quiconque aux pertes en vies humaines. Nous avons eu presque trois mille morts pendant la guerre du Kippour. A travers le monde cette guerre est souvent présentée comme la plus victorieuse de celles que nous avons menées ; après avoir été attaqués par surprise, nos troupes se trouvaient, à la fin des combats, à 100 kilomètres du Caire et à 40 kilomètres de Damas. Et c'est un fait que nous avons gagné. Mais, en Israël, cela restera le grand échec de ce siècle parce que nous avons eu trois mille morts.

Maintenant que signifie la paix pour notre pays ? D'abord et avant tout éloigner la menace qui pèse sur Israël et malheureusement, si vous faites l'analyse, vous constatez que cette menace vient des pays arabes et non pas des Palestiniens ou des organisations terroristes.

Celles-ci constituent des nuisances et altèrent l'image d'Israël. Ce n'est pas facile de vivre avec la terreur mais cela ne met pas en danger l'existence du pays. Mais la Syrie, par exemple, est une menace pour Israël. Comme peut l'être la Jordanie dans une coalition avec la Syrie. Evidemment maintenant l'Irak est hors jeu mais dans cinq ans peut-être il peut revenir. Comme l'Iran peut aussi constituer un danger pour notre existence dans quelques années.

Eloigner la menace de guerre signifie créer les conditions qui amoindrirent sensiblement les capacités d'enclencher les hostilités. En d'autres termes, il ne suffit pas de signer un morceau de papier proclamant la paix mais bien davantage de réduire les potentiels militaires. Si la Syrie était en paix, pourquoi conserverait-elle en permanence en état de marche opérationnelle 4500 chars et 700 avions de combat ?

D'autre part éloigner la menace implique un certain type de déploiement de nos forces. Essentiellement ce que nous appelons la profondeur stratégique. Ainsi les accords de Camp David ont trouvé des mesures de confiance en décidant que le Sinaï serait démilitarisé. Désormais il existe entre l'Égypte et Israël une zone tampon de 250 kilomètres qui sépare les deux corps d'armée. Si les Égyptiens décidaient d'attaquer, nous aurions largement le temps de mobiliser nos

réservistes.

Entre les Syriens et nous il n'y a pas de désert. Il faudrait donc imaginer des formules de retrait de leurs troupes des hauteurs du Golan ou le déplacement de leurs forces au nord de Damas afin de créer une zone tampon. Il conviendrait de faire de même avec la Jordanie. Avec l'Irak et l'Iran le problème se pose autrement bien sûr puisqu'ils sont très éloignés.

Ainsi pour les Israéliens, la question est de savoir comment maintenir les conditions de leur sécurité dans un environnement hostile formé d'Etats qui dénie à Israël le droit d'exister comme Etat.

— *Pouvez vous envisager un retrait israélien du Golan couplé avec un système de sécurité capable de prévenir une éventuelle agression ?*

Je ne peux pas imaginer un retrait des forces armées israéliennes des hauteurs du Golan. Cependant, un arrangement de paix avec les Syriens impliquerait certaines mesures qu'il faudrait prendre sur une longue période, par exemple réduire les capacités opérationnelles de l'armée syrienne et davantage encore. Un accord sur le retrait d'Israël du Sinaï implique dix voire quinze ans pour vérifier ce que sont les véritables intentions des deux camps.

Vous devez conserver à l'esprit le fait que la Syrie, à la différence d'Israël, n'est pas une démocratie. Actuellement, nous avons à faire à Assad et nous ne savons pas qui le remplacera ni à quel moment. Je ne suis pas en train d'exclure complètement la possibilité d'un retrait des forces israéliennes du Golan, mais je pense que pour établir des mesures de confiance, les civils qui y sont actuellement installés devraient rester jusqu'au moment où les deux côtés seront assurés qu'une véritable paix est instaurée.

— *Est-ce que vous êtes satisfait de l'état de la sécurité sur votre frontière avec l'Egypte ?*

Oui et non. Tout au long de ces dix ans de paix avec l'Egypte, je pense que j'étais en droit d'espérer davantage que simplement le respect d'un soi-disant accord de paix. Nous attendions, après dix ans, d'avoir par exemple, avec l'Egypte d'importantes relations économiques, par exemple en ce qui concerne l'eau qui venant du Nil arrive jusqu'en Israël. De tels projets économiques entre deux pays en paix, constituent les meilleures mesures de confiance qui soient. Jusqu'à maintenant, il ne s'est rien passé de tel.

— *A propos de votre frontière de l'Est, la Cisjordanie et la Jordanie, est-ce qu'une zone démilitarisée présenterait assez de garanties pour votre sécurité ?*

Non, malheureusement. Le problème du roi Hussein, n'est pas les Palestiniens ou la Judée-Samarie. Le problème du roi Hussein est de savoir comment assurer la survie du Royaume hachémite. Et si

c'était effectivement le cas, je ne peux pas écarter l'hypothèse d'une conjoncture pouvant conduire le roi Hussein à établir des relations autres avec un Irak renouvelé au point de laisser entrer ses forces en Jordanie. Dans une telle configuration, en quoi une zone démilitarisée peut-elle nous aider ? C'est pourquoi je pense qu'aussi longtemps que nous n'avons pas une véritable paix avec les pays arabes, nous ne pouvons pas nous retirer des collines situées le long du Jourdain.

— *Est-ce que vous voulez dire qu'un retrait de la Cisjordanie est envisageable un jour ?*

Je vous répondrai d'un strict point de vue personnel. Si la sécurité est assurée et vérifiée sur une longue période et si le Moyen Orient a profondément changé, on ne doit pas envisager cette question comme étant seulement un problème de revendication territoriale.

— *C'est étonnant, parce que vous ne développez pas ici la position traditionnelle du Likoud ?*

C'est vrai, pour le Likoud ce territoire appartient à Israël et doit rester quoi qu'il arrive sous sa souveraineté.

— *Aujourd'hui, avec les nouvelles technologies militaires, est-ce que le concept de profondeur stratégique conserve encore un sens ?*

Ah! Le meilleur exemple, c'est la guerre du Golfe. Après trente sept jours de bombardements, les alliés de la coalition, qui disposaient des moyens technologiques les plus sophistiqués, n'ont pu véritablement arracher la victoire que par l'infanterie et les tanks. Je pense que c'est la meilleure réponse à votre question.

— *La guerre du Golfe a-t-elle dégagé de nouveaux concepts en matière de sécurité ?*

Je pense que cette guerre a seulement confirmé ce que nous pensions et malheureusement, elle n'a produit aucune nouvelle idée. Elle a aussi confirmé le bien fondé des conceptions militaires des pays du Golfe qui ont, avant tout, choisi de s'allier au monde libre. C'est cela qui a permis la constitution de cette coalition pour défendre le Koweït. Si Israël avait été dans une situation analogue, je ne suis pas sûr que nous aurions vu se construire une telle coalition pour venir nous défendre.

— *Compte tenu des nouvelles armes dont les pays arabes pourraient disposer, quels types d'armements privilégiez-vous pour la défense d'Israël ?*

Israël préfère les types d'armes classiques : les tanks, les avions, l'artillerie mobile, les divisions blindées, etc. Le problème, c'est que les Arabes eux, préfèrent les armements non conventionnels. Or je pense que le rapport des forces au Moyen Orient doit être équilibré. En d'autres termes, il est possible que l'Irak puisse disposer aujourd'hui de l'arme nucléaire et l'Iran dans une dizaine d'années. Israël pourrait

donc être entraîné dans une confrontation conduite avec des armements non conventionnels. C'est pourquoi il est important que le Moyen Orient soit débarrassé de ce type d'armes.

— *Quand vous dites Moyen Orient, cela inclut donc Israël. Cela veut-il dire qu'aucun des pays de la région ne doit disposer d'armes non conventionnelles ?*

Israël n'a jamais déclaré qu'il possédait un armement non conventionnel. Golda Meyer disait : "Nous ne serons que les seconds à introduire la bombe atomique dans la région." Cela dit, même si la paix est établie, Israël doit conserver la suprématie dans le domaine de la technologie militaire. Qu'on ne pousse pas Israël à introduire des armes non conventionnelles.

— *Que voulez-vous dire par "introduire". Est-ce que cela signifie se doter de ces armes ou s'en servir ?*

Les deux.

— *Les problèmes de défense ont-ils uniquement une dimension militaire ou bien ont-ils aussi une dimension politique ? Après un traité de paix, ne pensez-vous pas que la situation pourrait se présenter sous un jour différent ?*

Nous sommes en faveur de la paix. J'ai fait moi-même cinq guerres et je pense que c'est assez. Mais, d'un autre côté, pour établir la paix, c'est comme pour danser le tango, il vous faut un partenaire. Jusqu'à aujourd'hui, je ne suis pas sûr que les pays arabes acceptent l'idée qu'Israël soit un Etat et qu'il puisse vivre dans cette région. Dans ces conditions, nous ne pouvons pas faire la paix, à moins que les régimes politiques de ces pays ne changent. S'ils devenaient des démocraties, je suis sûr que les peuples voudront la paix. Les mères sont partout les mêmes. Mais, jusqu'à aujourd'hui, je ne vois aucun signe qui aille dans cette direction. Il n'y aura donc pas de véritable paix. Nous aurons, au mieux, un état de non-belligérance jusqu'à ce que la démocratie s'établisse partout.

— *En matière de défense, quelles sont les lignes rouges qu'il est exclu de dépasser au cours des négociations de paix ?*

Je vous l'ai déjà dit. Sur le Golan, pour créer une large zone tampon, il faut une réduction et un redéploiement des forces syriennes et par ailleurs les populations civiles doivent y rester aussi longtemps que possible. Quant à l'ensemble du Moyen Orient, l'essentiel est de se débarrasser des armes non conventionnelles.

— *Et quant à votre frontière avec le Liban ?*

Le Liban a un régime faible et une armée faible. Nous ne pouvons pas leur faire confiance pour assurer le contrôle de tous les groupes armés qui opèrent au Sud-Liban. C'est pourquoi, nous avons besoin d'un "cordon sanitaire" d'autant que nous avons trois villes le long de la frontière, Kyriat Shmoneh, Nahariah et Schlomi. Nous

devons être en mesure de contrôler tous ces groupes qui nous menacent et nous devons le faire nous-mêmes. La situation est tout à fait différente de celle du Golan. Avec les Syriens nous avons signé un accord de cessez-le-feu et depuis, il n'y a plus d'infiltration. C'est devenu une frontière sûre.

Nous avons quelques problèmes avec les infiltrations venant de Jordanie mais nous devons constater le sérieux effort que font les autorités jordaniennes pour les arrêter.

— *Sur ces problèmes de sécurité nationale, quelles sont les principales différences entre le Parti travailliste et le Likoud ?*

Le Parti travailliste propose quelque chose qui ne sera pas acceptée par les Arabes et les Palestiniens : un compromis territorial qui consiste à garder le secteur du Jourdain et rendre certains territoires situés entre le Ligne verte et le Jourdain. Militairement, ce n'est pas réaliste.

Je pense que ce que vous appelez la Cisjordanie est une partie de l'ancienne Palestine qui est revenue à Israël. La seule manière d'assurer la sécurité de notre population est de maintenir une présence israélienne en Cisjordanie. Mais je suis prêt à rendre certains territoires.

— *Lesquels ?*

Nous verrons.

## Général Ouri Or : “Israël ne doit pas être l’Afrique du Sud”

S'il souhaite que la question des droits des Palestiniens soit prise en compte, c'est parce que cela règlera la question principale qui est la sécurité d'Israël. Pour le général Ouri Or, c'est l'intégration d'un million d'immigrants dans les prochaines années qui lui semble pouvoir assurer davantage que n'importe quel armement, la sécurité d'Israël.

— *Quels sont les principes fondamentaux de la sécurité d'Israël ?*

Quelle est la principale menace pour la sécurité israélienne ? A mon avis c'est la géographie.

Nous devons, évidemment, la prendre en considération, mais comme nous pouvons le constater partout, en Europe ou ailleurs, le problème nationaliste est très important. Je ne veux pas voir à l'avenir, au sein de l'Etat d'Israël, deux millions d'Arabes soumis à notre contrôle. La question des droits des Palestiniens n'est pas pour moi la

question principale. Si je souhaite qu'elle soit prise en compte, c'est parce que cela réglera la question principale qui est la sécurité d'Israël. Dans cette perspective, je pense que nous devons nous débarrasser de la plupart des territoires où se trouvent les Palestiniens en leur donnant une forme d'autonomie. Bien entendu ces territoires devront être totalement démilitarisés et la vallée du Jourdain devra rester sous le contrôle de l'armée israélienne. Je ne veux pas voir s'affronter en Israël deux nationalismes l'un juif, l'autre arabe. Je crois qu'une véritable coexistence exige pendant quelque temps de solides barrières.

Quant aux hauteurs du Golan, c'est différent. Là il n'y a pas de problème démographique mais seulement un problème géographique. Même si nous parvenons à un accord de paix, le Golan doit être démilitarisé, mais nous devons y maintenir une présence militaire israélienne et peut être même une présence civile. Mais le Golan n'est pas la principale menace pour notre sécurité à l'avenir. La principale menace vient des Arabes qui vivent à Gaza et en Cisjordanie.

— *Pouvez vous envisager un retrait israélien du Golan couplé avec un système de sécurité capable de prévenir une éventuelle agression ?*

Pas actuellement, car je n'ai pas confiance en Assad et son gouvernement. Il contrôle actuellement la plus grande partie du Liban. Si je veux être réaliste, je ne vois en fait aucune solution avec la Syrie ; avec les Palestiniens oui, mais pas avec la Syrie. Je voudrais rappeler que nos principales sources d'eau douce se trouvent au nord de l'Etat d'Israël, sur les hauteurs du Golan et je ne peux pas accepter que la Syrie les contrôle. Par ailleurs, nous avons eu à souffrir des attaques syriennes sur nos kibboutz dans les années soixante et soixante dix. C'est pourquoi je pense que dans l'hypothèse d'un accord de paix nous ne devons pas nous retirer complètement. C'est la position de la majorité du parti travailliste.

— *Est-ce que vous êtes satisfait de l'état de la sécurité sur votre frontière avec l'Egypte ?*

Jusqu'à maintenant oui. Les deux parties y ont intérêt.

— *C'était pourtant votre ennemi le plus puissant ...*

Oui, mais il y a le Sinaï entre nous ; vous connaissez la distance entre Le Caire et Tel Aviv ? La plus grande partie de la population égyptienne est loin d'Israël et le désert nous protège. Par ailleurs, le Sinaï est aujourd'hui totalement démilitarisé. Ce problème se pose en des termes différents de ceux de la Cisjordanie où, par exemple, la distance entre Shehem (Naplouse) et Tel Aviv est très courte. Là, nous ne pouvons pas envisager la démilitarisation d'une zone si limitée ! C'est aussi différent du Golan, en raison du problème de l'eau.

Evidemment, un accord de paix est un élément très important d'un

arrangement de sécurité. Mais nous ne pouvons pas faire abstraction de toutes ces populations qui sont autour de nous et si proches de nos côtes.

— *Comment voyez-vous dans l'avenir, votre frontière à l'est ?*

Nous avons établi dans le cadre d'une association constituée de quelques amis généraux, un plan baptisé *la double colonne* qui prévoit un bande de territoire le long du Jourdain jusqu'au Golan et entre cette zone et Israël, un territoire Palestinien, voire, pourquoi pas, un Etat palestinien.

— *C'est plus ou moins le plan Allon !*

Oui, plus ou moins, mais le nôtre inclut le Golan. Israël ne peut pas se contenter d'être le long de la côte. Pour notre sécurité, nous devons aussi nous maintenir dans ces deux bandes, et donc le Jourdain doit demeurer sous contrôle israélien.

— *Que signifie pour vous le concept de profondeur stratégique ?*

Je suis davantage inquiet de la démographie que de la géographie, mais la question de la distance entre le Jourdain et Tel Aviv conserve toute son importance même à l'époque des missiles.

— *La guerre du Golfe a-t-elle dégagé de nouveaux concepts concernant les problèmes de défense ?*

La guerre du Golfe, non. La transformation de l'équilibre des forces dans le monde et l'effondrement de l'Union soviétique, oui. Cela a créé une nouvelle situation. Les Arabes ne peuvent plus compter sur le soutien soviétique, c'est le plus important.

— *Compte tenu des nouvelles armes dont les pays arabes pourraient disposer, quels types d'armements privilégiez-vous pour la défense d'Israël ?*

La sécurité n'est pas seulement une question d'armement. A mon avis, l'intégration d'un millions d'immigrants en Israël en cinq ou six ans nous donnera davantage de sécurité que l'achat d'avions F15 ou F16 ou de n'importe quelles autres armes, dans la mesure où un million d'habitants en plus (d'un niveau culturel élevé) nous donnera une économie plus performante et nous rendra plus puissants. Si nous sommes cinq ou six millions au lieu de quatre, c'est pour nous une garantie de sécurité supplémentaire. Il y a quinze ans, les Arabes pensaient : trois millions de Juifs ce n'est rien ; un jour ou l'autre, nous pourrions les jeter à la mer.

Est-ce que ça fait une grosse différence cinq ou six millions de Juifs plutôt que quatre ou cinq ? Oui, bien sûr, parce que cela montre que depuis 1948, malgré toutes les guerres, nous avons toujours réussi à accroître notre population. Nous avons sans cesse amélioré les performances de notre armée comme celle de notre économie. Guerre après guerre, nous sommes devenus plus forts. Sadate a eu

l'intelligence de le comprendre. Nous avons les gens les plus qualifiés et les armes les plus sophistiquées. Et justement quels types d'armes ? Toujours les mêmes. De nouveaux tanks, des F15, des F16. La meilleure formule pour nous est encore : le tank, l'avion, l'artillerie et l'infanterie. Pendant la guerre d'octobre, nous devons notre victoire aux tanks. En 1967, l'arme privilégiée fut l'aviation. Jusqu'à maintenant, Israël investit le plus dans ses forces armées parce que nous sommes un petit pays; avec nos avions, nous pouvons porter immédiatement la guerre à Damas ou à Baghdad.

— *En fonction de tout ce que vous venez de dire, il apparaît que le problème de la défense ne relève pas seulement du militaire.*

Bien sûr. La géographie n'est pas le seul élément à prendre en compte, il y a aussi et surtout la démographie. Ma conception de la défense est fondée sur un compromis établi à partir de ces deux contraintes.

— *Qu'en est-il de votre frontière avec le Liban ?*

Les problèmes y sont différents. Au Liban, aucune des communautés - les chiïtes, les sunnites, les chrétiens - n'est assez forte pour contrôler à elle seule le Liban. Même pas pour protéger ses propres intérêts. Le gouvernement libanais lui-même n'est pas en mesure de le faire. Tant que les autorités libanaises seront dans l'incapacité d'établir leur contrôle sur le pays et tous les groupes armés qui s'y trouvent, nous devons maintenir notre zone sécurité au Nord d'Israël. Quand j'avais la responsabilité militaire de la région Nord, j'ai eu de nombreuses discussions avec des commandants libanais à propos de cette zone de sécurité. Je leur disais : "Si vous pouvez y installer en permanence deux brigades, tout ira bien." Ils me répondaient : "Non, il nous les faut à Beyrouth".

Et depuis que la Syrie est au Liban, nous savons qu'elle soutient les terroristes qui y sont installés; ce qu'elle ne fait pas à partir de son territoire, sur le Golan. Ce secteur constitue, à l'heure actuelle, notre frontière la plus sûre, même en incluant celle qui nous sépare de l'Égypte. Les Syriens n'ont aucun intérêt à voir se développer des actions terroristes à partir de leur territoire car ils en seraient aussitôt tenus pour responsables. C'est pourquoi ils les encouragent au Liban. Même aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, il nous faut maintenir cette zone de sécurité. Si, un jour, nous réglons nos problèmes avec la Syrie, si elle se retire du Liban et si un gouvernement libanais s'avère capable de contrôler vraiment le pays, la solution sera trouvée.

— *Pendant le processus de négociations quelles sont, selon vous, les limites qu'Israël ne doit pas dépasser ?*

Accepter toute formule qui ne conduirait pas à une

démilitarisation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de toutes les zones qui se trouvent autour de nous. Cela devra se faire en plusieurs phases, chacune d'une durée de cinq ans. Nous devons nous intéresser d'abord à la Cisjordanie; la question du Golan doit être réservée pour plus tard. Jusqu'à quand ? je ne sais pas, parce qu'elle est très compliquée comme je vous l'ai dit. En tout cas, il faut commencer par le problème palestinien. Par ailleurs, nous devons maintenir notre présence sur le Jourdain; pour combien de temps, je ne sais pas; je ne veux pas parler pour le long terme.

— *Quelles sont les principales différences entre vous et le Likoud ?*

Elles sont très importantes. Le Likoud refuse de céder le moindre pouce de terre. Pour eux, la géographie, et ce qu'elle symbolise, est essentielle. C'est pourquoi, au Likoud, certains ne parlent pas en termes de sécurité et préfèrent se référer à une histoire vieille de 2000 ans. Je m'intéresse à Hébron mais je n'ai pas besoin que cette ville fasse partie de mon pays. C'est la même chose pour Bethléem ou Naplouse. Pour notre sécurité, nous devons accepter des compromis. Là réside la différence fondamentale. Je ne veux pas contrôler tous ces territoires alors que le Likoud pense que nous pouvons dominer deux millions de Palestiniens. Je ne crois pas que nous pourrions sauvegarder notre démocratie avec deux millions de Palestiniens qui nous seraient hostiles. Je ne veux pas que mon pays ressemble à l'Afrique du Sud. Eux s'en moquent. Ils croient que nous pouvons conserver un Grand Israël avec un gouvernement juif, moi je pense que ce ne serait pas bon pour notre sécurité. Accepter de rendre Gaza et ses six cents mille habitants n'est pas céder sur quoi que ce soit puisque cela n'est pas nécessaire à notre sécurité.

*Entretiens conduits par*

Marie-Claude Slick